

### François GUILLAUMAT-TAILLIET

Avant de conclure ce colloque au nom des syndicats CFDT, CGT et SUD de l'INSEE qui l'ont co-organisé, je tiens d'abord à remercier tous les participants de cette table ronde, mais également des différents ateliers qui se sont réunis tout au long de la journée.

Je remercie également ceux et celles qui nous ont fait confiance en parrainant ce colloque.

Enfin, je vous remercie tous ici d'être venus si nombreux. Vous témoignez, par votre présence, votre attente d'échange, de partage et d'expérience, de réflexion collective sur nos missions, notre façon de travailler, notre rôle dans les débats publics et les choix de politique économique et sociale ; tout cela est important et c'est ce qui nous soude aujourd'hui. Cette attente, c'est aussi la nôtre. Elle correspond à notre conception du rôle des syndicats à l'INSEE.

J'espère que personne ne m'en voudra de ne pas jouer à cette heure tardive le rôle de synthétiseur de service. Les actes se chargeront de traduire le plus fidèlement possible les débats qui ont eu lieu. Je souligne d'ores et déjà leur grand intérêt.

Le constat que nous avons une nouvelle fois tiré ensemble aujourd'hui est que nos travaux ne sont pas neutres. Cela a été souligné à plusieurs reprises tout au long de cette journée avec l'exemple du BIP 40, des indicateurs de richesse et des indicateurs de la LOLF.

Nos travaux ne sont pas neutres, car choisir tel indicateur plutôt que tel autre, faire telle enquête plutôt que telle autre auprès des entreprises ou des ménages, investiguer sur le revenu des pauvres ou sur le patrimoine des riches, choisir de mesurer ou de ne pas mesurer telle discrimination, tel aspect de la discrimination plutôt que tel autre, choisir de se focaliser sur les inégalités à l'école ou dans le travail, dans l'accès au logement ou aux loisirs, savoir faire la synthèse de tout cela, une analyse cohérente de l'ensemble, c'est choisir la façon de construire l'image que la société se donne d'elle-même et la représentation qu'elle se fait de ses propres difficultés.

Au fond, nous avons identifié ce matin deux fonctions principales des indicateurs, nous en avons reparlé abondamment cet après-midi sous un autre angle.

La première fonction serait la fonction d'alerte, celle qui est une arme dans les débats ; c'est l'indicateur qui peut être synthétique et qui est puissant sur le plan de la communication.

La deuxième grande fonction est celle de l'analyse des processus, apparemment neutres ou objectifs, mais en réalité très dépendants du fait d'utiliser les bonnes données, beaucoup moins accessibles pour des non-spécialistes, et également pour des partenaires sociaux qui ne seront pas aussi avisés que celui qui est présent à cette table.

Comme nos travaux ne sont pas neutres, il est essentiel de savoir pour qui nous travaillons, en réponse à quelle demande et pour quels usages. Alain Desrosières vient de vous en reparler. C'est pour cette raison que la question de l'expression de la demande et de sa prise en compte doit être à nouveau posée et devra l'être régulièrement.

Elle devra l'être d'autant plus dans un contexte qui évolue avec l'ouverture à l'Europe, la pression accrue de la part de l'Europe qui évalue des politiques, qui contribue à des rapports et fixe des objectifs. Elle devra également l'être à un niveau plus local, un besoin d'information toujours plus précis et plus localisé sur les territoires de la décentralisation. Le désengagement de l'Etat central au profit des collectivités locales et des associations risque de conduire, si l'on n'y prend garde, à un éclatement de la demande. Cette profusion de demandes risque de conduire à un éclatement de l'offre statistique.

Plusieurs interventions ont rappelé les problèmes que cela pose.

Le premier problème est celui de la compétence statistique, le niveau d'Eurostat, au niveau de l'Europe et au niveau local, qu'il s'agisse de la production qui est le thème de prédilection du CNIS, mais aussi de l'analyse. On peut se demander qui réfléchit et échange à propos des analyses et des méthodes.

Le deuxième point est l'harmonisation des chiffres, la comparabilité.

Le troisième est celui de l'exhaustivité lorsque de nombreux partenaires sont mis à contribution pour la remontée d'informations.

Faire évoluer et projeter dans l'avenir nos missions et nos travaux, à nous système

statistique public, à nous INSEE, cela suppose avant tout de la méthode. De ce point de vue, la manière dont la direction de l'INSEE a mené l'an dernier tambour battant la réflexion sur le moyen terme, la période 2006-2010, nous pose question sur la méthode. Il s'agit d'une réflexion en vase clos guidée par des contraintes de moyens qui n'a associé ni les équipes de l'INSEE ni, a fortiori, celles des SSM.

Certes, une information statistique fiable a un coût. Il ne s'agit pas de le nier. Ce coût doit être mesuré au regard des effets pour l'action publique d'une meilleure compréhension des problèmes sociaux et économiques, et non seulement au regard d'un souci de contraintes budgétaires absolues, de réduction du déficit.

Un bon moyen terme, j'enfonce une porte ouverte, est d'abord d'écouter la demande, de s'organiser pour y répondre le mieux possible, le tout en tenant compte des contraintes éventuelles.

Que faire ? Comment agir pour mettre la statistique au service de la démocratie ?

Plusieurs pistes ont été évoquées tout au long de la journée, mais je ne suis pas capable d'en faire une synthèse complète.

Nous avons évoqué le rôle du CNIS ; il est à la fois force et faiblesse, le gros avantage est qu'il y a des limites voire des questions.

Il s'agit également de la question du champ de la statistique publique qui ne doit pas se limiter à une statistique ministérielle au service du fonctionnement des ministères ou de l'administration. Elle doit au contraire apprendre à travailler avec d'autres producteurs que nous avons longuement évoqués tout à l'heure dans des termes qui m'ont paru à la fois intéressants et contradictoires, ainsi qu'avec d'autres acteurs.

A ce propos, trois rapides suggestions.

Premièrement, il s'agit de mettre à disposition des uns et des autres des données, des séries utiles et fiables, ainsi que des méthodes, des normes voire des experts. A cet égard, les partenariats d'études qui impliquent l'INSEE sur les problématiques d'acteurs et qui se développent, notamment en région, constituent une manière de plus en plus fréquente et appréciée de répondre à cette demande.

Deuxièmement, il s'agit de considérer que la possibilité d'extension d'échantillons ou de questionnaires pour les enquêtes, voire pour le recensement, une fois passée la période de montée en charge du nouveau dispositif,

constitue la norme, a priori, et non l'exception, ce qui est trop souvent le cas.

Troisièmement, il s'agit de ne pas discréditer les initiatives d'associations qui utilisent des chiffres officiels pour construire leurs propres indicateurs. Il faut prévoir des lieux pour en parler, être un soutien, non pas pour se substituer à leurs calculs, à leurs besoins, mais pour ne pas ignorer l'aide dont elles ont besoin pour résoudre leurs problèmes méthodologiques. Il s'agit donc de travailler avec elles.

Au-delà de ces pistes, un seul mot d'ordre : prendre le temps de nous ouvrir, d'ouvrir cette tour, de sortir de nos bureaux. Nous devons nous ouvrir sur les débats de société, nous associer avec les acteurs qui sont partie prenante des thèmes que nous abordons. Nous devons prendre ce temps, quelle que soit l'urgence à mener nos projets. La tendance actuelle est que l'urgence soit toujours plus forte. Or, je crois qu'il faut savoir se battre, car il y va de la pertinence de ce que nous produisons.

Enfin, il est nécessaire de mettre la statistique publique toujours plus au service de la démocratie. Au terme de cette journée, c'est manifestement, et de nombreuses interventions l'ont montré, une ambition qui requiert une grande vigilance et la recherche constante d'un bon équilibre entre deux choses qui ne sont pas toujours faciles à considérer. Il s'agit à la fois d'éclairer les acteurs du débat public, leur fournir les informations économiques et sociales de qualité dont ils ont besoin pour agir et de construire des cadres cohérents, rigoureux, attentifs aux usages qui en sont faits et capables d'évoluer pour prendre en compte des réalités nouvelles, ne pas passer à côté des phénomènes émergents, savoir honorer les demandes de comparaison et les outiller pour les rendre pertinentes.

Si les syndicats de l'INSEE soutiennent la pluralité des analyses, des approches et des validations, c'est parce qu'elle est absolument indispensable au débat démocratique. L'équilibre à rechercher n'a rien de spontané. Il se construit par un dialogue organisé et renouvelé entre décideurs et producteurs d'informations au sens large, sans exclusive, sans raccourci et sans ambiguïté sur le rôle des uns et des autres.

Les questions de positionnement ont traversé nos discussions. Une journée comme celle d'aujourd'hui fait partie de ces instances de débat ; elle ne doit pas rester sans suite.

J'ai envie de vous quitter avec la proposition d'occasions de rencontre plus fréquentes en vue d'actions concrètes sur le plan de la réflexion. Nous avons pensé à des forums, Alain Desrosières parle de forums hybrides, à des plates-formes de discussion ouvertes à des non-spécialistes.

Cela nous obligera à faire de gros efforts pour développer des outils de communication accessibles à tous, pas seulement aux médias qui en ont besoin pour populariser les études, mais aussi aux citoyens qui en ont besoin. Il s'agit de lutter contre le risque de discrédit. On entend souvent que l'on peut faire dire ce que l'on veut aux chiffres ; ce risque de discrédit est également lié à la surabondance de chiffres.

Nous pouvons également dire la même chose au niveau local. Vous vous souvenez des graphiques sur l'Europe. Il ne suffit pas d'être fasciné par le côté amusant de l'affaire, mais de voir que l'on peut arriver à faire parler en ayant un peu réfléchi à une mise en forme adaptée des informations. C'est vrai aussi au niveau local avec la cartographie associée à la « géostatistique » ; on peut mettre en évidence des phénomènes difficiles à percevoir avec des tableaux de chiffres ou avec des méthodes plus anciennes.

Sans tomber dans la fascination des outils, il y a encore de la marge pour développer notre capacité à faire comprendre un certain nombre de choses et pour que chacun acquière un minimum de culture statistique ; cela fait de plus en plus partie du débat.

Je vous adresse encore une fois nos remerciements en espérant poursuivre prochainement avec vous l'engagement pour des statistiques au service de la démocratie.